

« **M**oins d'Etat » et son corollaire « trop d'impôt tue l'impôt » sont les principes qui ont guidé les politiques libérales depuis Thatcher et Reagan, politiques qui ont été mises en œuvre dans les pays occidentaux mais aussi dans les pays en voie de développement. Or, en Afghanistan par exemple la faiblesse de l'Etat, l'insuffisance de règles de droit fondées sur la démocratie a conduit à une corruption généralisée avec détournement des fonds publics au profit d'intérêts particuliers et à une immense pauvreté, corruption qui a fait le lit des Talibans.

En France le « moins d'Etat » cela a été la privatisation des autoroutes, le démantèlement des grandes entreprises de transport comme la SNCF. Cela a été l'application à l'hôpital public des méthodes de gestion de l'entreprise privée avec compression des coûts salariaux, paiement à l'acte... dont les conséquences dramatiques ont éclaté lors de la crise sanitaire. Cela a été l'instauration de la concurrence dans le secteur de l'énergie avec les augmentations des prix du gaz et de l'électricité pour les usagers alors qu'on leur promettait une baisse.

Le « moins d'Etat » a aussi conduit à l'exclusion des habitants.tes des quartiers populaires et des territoires ruraux car ils n'ont pas bénéficié de la même densité de services publics que le reste de la Nation au mépris d'un des principes fondateurs de la République, celui de l'égalité. Ils.elles vivent dans des zones où l'insécurité grandit faute d'avoir une police de proximité, notamment, et sont devenues des déserts médicaux.

Malgré les désastres sanitaires, écologiques et sociaux immenses provoqués par les politiques libérales, le Président de la République poursuit dans cette voie. Qu'a-t-il proposé pour remédier au délabrement scandaleux des écoles dans les quartiers pauvres de Marseille ? Non pas des investissements et des dotations en personnels supplémentaires c'est-à-dire des moyens, il a proposé que les directeurs d'établissements scolaires puissent choisir les enseignants, leur équipe, mesure qu'il a présenté comme une innovation. Or, non seulement elle contient en germe une forme de clientélisme dont la ville n'a peut-être pas besoin, elle s'inscrit dans la logique libérale en appliquant à l'école publique le modèle de gestion de l'entreprise privée.

Ces politiques se heurtent cependant à des résistances qui contraignent le gouvernement à recourir à la force, contre les gilets jaunes notamment, ou à dessaisir le Parlement d'une partie de ses prérogatives en prolongeant l'Etat d'urgence sous prétexte d'une plus grande efficacité, concentrant ainsi le pouvoir autour d'un seul homme. Ainsi le libéralisme économique qui s'est développé sur un affaiblissement de l'Etat, sur l'allègement des contraintes pour les grands groupes économiques et financiers ne prospère que grâce à un Etat de plus en plus autoritaire qui réduit les libertés pour le plus grand nombre, transformant ainsi le système économique en un libéralisme autoritaire.